



NE LAISSONS PAS LÉGALISER L'INSÉCURITÉ SOCIALE LE 9 AVRIL, CONTRE L'ANI ! POUR LE PROGRÈS SOCIAL !!

Avec son projet de loi transposant l'accord national interprofessionnel (ANI) signé le 11 janvier dernier par des organisations syndicales représentant une minorité de salariés (CFDT, CFTC, CGC), le gouvernement entend franchir un nouveau cap dans la politique d'austérité.

A l'image de toutes les politiques libérales qui envoient les peuples dans le mur de la régression sociale comme à Chypre, en Grèce ou en Espagne, c'est la réduction du coût du travail qui constitue son objectif. Cela passe par la destruction des garanties collectives des salariés, une plus grande flexibilité, de nouvelles facilités données au patronat pour licencier. Tel est le coeur du projet de loi sur l'ANI !

Et ce projet n'est pas isolé. Il accompagne un ensemble de mesures cohérentes qui visent à faire encore et toujours payer la crise du capitalisme aux salariés et cela alors même que les plus riches continuent à remplir leurs coffres forts et qu'aucune des logiques ayant abouti à la crise n'a été remise en cause. Pire c'est l'austérité qui s'impose comme la seule référence de notre gouvernement!

C'est dans ce but que se profilent la MAP (Modernisation de l'Action Publique), fille de la RGPP et l'acte 3 de la décentralisation. Ces projets sont les supports de nouvelles attaques contre les instruments essentiels de la solidarité sociale que sont les services publics, et les possibilités de redistribution dans un cadre national.

Au nom du dogme de la réduction des coûts, l'emploi et les services publics continuent à être laminés, leurs personnels méprisés, leurs conditions de vie au travail dégradées et des menaces sur le statut général des fonctionnaires continuent à être brandies par les libéraux de tous poils au nom de la fin de prétendus privilèges et pour aligner tout le monde sur le plus bas niveau possible.

L'ANI n'est donc pas l'affaire que des salariés du privé. Comme toutes les mesures affaiblissant les socles des droits des salariés, elle est pleinement la notre!

Le Medef veut précariser le travail. Les parlementaires ne doivent pas être les scribes du Medef. Ce projet de loi, destructeur du code du travail, doit être retiré.

Nous avons donc toutes raisons de lier nos revendications à la lutte contre la transcription de l'accord indigne du 11 janvier dans la loi.

LE 9 AVRIL 2013

FAISONS ENTENDRE TOUTES LES VOIX DU MONDE DU TRAVAIL !

**Les organisations syndicales SOLIDAIRES Finances Publiques,
CGT-Finances Publiques, FO-DGFIP de l'Essonne
vous appellent à participer massivement à la manifestation sur Paris
Le mardi 9 avril 2013 à 14h00
Départ Montparnasse en direction de l'Assemblée Nationale**